

Communiqué de presse,
Paris, 6 juin 2023

Déplacement du ministre du Commerce extérieur au Brésil : L'occasion de rappeler aux Brésiliens la position très ferme de la France contre l'accord UE-Mercosur ?

Alors que l'Assemblée Nationale devrait se prononcer [officiellement](#), mercredi 13 juin à 17 heures, contre la ratification **de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur** qui, "en l'état" ne contient aucune garantie sanitaire et environnementale, **le Ministre délégué en charge du Commerce extérieur, Olivier BECHT, se rend au Brésil cette semaine** pour y rencontrer plusieurs membres du Gouvernement. **Un déplacement qui questionne [INTERBEV](#), [l'Institut Veblen](#) et la [Fondation pour la Nature et l'Homme](#) mobilisés ensemble pour éviter l'adoption d'un accord anachronique et climaticide.**

Pour INTERBEV, l'Institut Veblen et la Fondation pour la Nature et l'Homme, il est urgent que le Gouvernement fasse preuve de plus de transparence et de cohérence sur ce sujet : la France ne peut pas se dire très opposée à l'accord UE-Mercosur et laisser supposer le contraire lorsqu'elle s'exprime à Bruxelles ou à Brasilia¹.

Nos trois organisations attendent donc que la résolution soumise au vote des députés le 13 juin à l'Assemblée Nationale - qui liste précisément les "lignes rouges" empêchant toute ratification de l'accord UE-Mercosur en l'état - devienne, si elle est adoptée, la position officielle de la France sur cet accord, défendue indifféremment quel que soit le lieu où elle est exprimée. Le Gouvernement français doit en outre tout faire pour dissuader la Commission européenne de passer en force au Conseil avec un découpage de l'accord ou le recours à un accord intérimaire sur le volet commercial.

Pour en savoir plus, télécharger le rapport
[Pourquoi ne faut-il pas ratifier l'accord EU-Mercosur en l'état ?](#)

Contact presse

Fondation pour la Nature et l'Homme : Florence Bardin, 06 77 05 06 17

Institut Veblen : Mathilde Dupré, 06 77 70 49 55

INTERBEV : Cécile Lardillon, 06 40 36 56 34

¹ Catherine Colonna en Février (source : [Brésil : le pays renoue avec la France après le départ de Bolsonaro et le retour de Lula \(sudouest.fr\)](#)
« Nous y tenons (à cet accord). Nous sommes plus confiants désormais dans la capacité du Brésil d'accepter dans un futur accord le respect des principes sociaux et environnementaux », a dit Catherine Colonna. Mais « il y a encore beaucoup de travail technique à faire et nous attendons les propositions de la Commission européenne », a-t-elle ajouté, alors que Mauro Vieira avait souhaité voir l'accord ratifié avant la fin du premier semestre.